L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 26 OCTOBRE 1871. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 26 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Voorhies, Audler & Co., à 10 heures, au magasin de MM. Hemenway & Co., à l'angle des rues Carondelet et Hemperle—tout le stock du dit magasin de marchandises sèches.

Par E. Roger & Co., à leur salle d'encan, rue de la Vieille-Levée — 400 caisses et 100 malles de marchandises pour hommes et enfants, et 300 douz. de bretelles élastiques pour femmes. De plus, 36 balles de chaussures, légèrement avariées, et 14 rouleaux de cuirs légèrement avariés.

Par S. Guinault, à 11 heures, au 3 et 5 rue Bourbon—Meubles, bijouterie, porcelaines, etc.

Par Maurice Barrett, sur la façade de la Rotonde de St-Louis, rue St-Louis, entre Royale et Chartres—Vente régulière de meubles.

Par M. M. Montgomery, à la salle d'encan, 37 rue Camp—Vente régulière de meubles.

Par O. Valcour, No 14 rue Natchez—Jambons fumés, porc, bœuf, comestibles, etc.

Par P. J. Spence, à son bureau, Passage de la Bourse, entre les rues Dumas et Bienville—meubles, bijoux, montres, etc.

Par Vincent & Co., à leur salle d'encan, aux Nos 42 et 44 de la rue de la Douane—marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 25 de la rue de Chartres—Linge de saison, lingerie, chapeaux, fournis de chasse.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, au pied de la rue Toulouse—pommes de terre, au No 67 de la dite rue magasins—noir animal.

Par J. N. Robert, à sa salle d'encan, 44, Vieille rue—tous de marchandises sèches.

Faute de demande à l'encan.—Aujourd'hui, le 26 octobre, à 10 heures du matin, au magasin de MM. J. A. D'Hémécourt & Co., au coin des rues Hemparte et Canal, il sera vendu, à l'encan, par MM. Voorhies, Audler & Co., tout le stock du dit magasin, qui comprend un assortiment général de marchandises sèches parmi lesquelles un nombre d'articles de fantaisie très à la mode, le tout sera vendu sans aucune réserve.

Voyez l'annonce.

Noir animal! Noir animal!—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Cordes de Manille.—Toiles, agrès de bord, sacs, paniers, etc.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures au Pelican Printing Office, No 119 et 114, rue Poydras.

THEATRES.

Aujourd'hui, Jeudi

ACADEMIE—Troupe Rankin—Little Emily.

CHARLES.—Troupe Lingard—Day after the Wedding.

Exagérations.

Ce qui nuit souvent à la réalisation des projets de réforme les plus utiles, c'est l'exagération dans les arguments malheureux des projets. Cela est vrai aussi bien en matière commerciale qu'en matière politique.

Tout en reconnaissant la nécessité de faire de sérieux efforts pour attirer sur le commerce de la vallée du Mississippi et en particulier le commerce des grains tout le monde est d'accord, mais nous ne pouvons donner notre assentiment à quelques propositions extravagantes qui ont été formulées dans la presse ou dans la réunion tenue récemment à la Bourse au Coton.

Il est très bon en théorie de parler de faire de la Nouvelle-Orléans un port libre, d'abolir les droits de douane, les droits d'octroi, les frais de pilotage, de remorquage, etc., de chercher à réduire le taux du fret de transit à un chiffre tellement bas qu'il rende la concurrence des chemins de fer allant au Nord et à l'Est impossible. Cesont là des mots et rien que des mots. Qui veut trop prouver ne prouve rien.

Il y a une chose certaine, c'est que les larges qui jettent sur les produits agricoles que notre but est de faire passer par la Nouvelle-Orléans. Elles peuvent se diviser en deux classes distinctes; celles qui se composent des sommes perçues par la voie sous forme de droit d'attérissage aux wharves ou sous forme déclarée, puis celles de compremenat, ou de fret proprement dit, du lieu de production à la Nouvelle-Orléans, et d'ici au lieu de destination, les frais successifs de camionnage, d'emmagasinage, de commission, et de chargement. Parlons d'abord des premiers.

Est-ce bien sérieusement que notre confrère du *Times* propose l'abolition complète des licences, et la suppression de tout droit d'attérissage aux quais? Cela serait assurément qu'il ne connaît pas le premier mot de la situation financière de la ville.

Nous a, cependant, publié récemment, comme son confrère, le rapport de M. Monroe, dans lequel que le nécessaire sera à payer $1,700,000 uniquement pour les intérêts et l'amortissement de la dette, et cette somme formé à 2½ pour cent près la totalité des deux pour cent de taxes aussi par la loi actuelle sur les propriétés immobilières et mobilières. Il ne reste donc pour les dépenses ordinaires de la ville que les revenus provenant des licences de la ferme des marchés, et de la portion des droits d'attérissage aux quais.

Il faudrait donc commencer par faire peser sur la propriété foncière exclusivement toutes les charges du budget municipal, équivalant à demander que les taxes soient portées de 2½ pour cent à six pour cent, puisque ce budget dépasse six millions par an. C'est là une mesure, en équitable, et cela n'est pas constitutionnel, car une taxe qui arrive à un pareil chiffre constitue une véritable appropriation sans indemnité.

Une mesure aussi révolutionnaire amènerait certainement une grande perturbation dans les fortunes des propriétaires immobiliers, en forçant beaucoup d'entre eux à vendre, sans elle amènerait nécessairement une hausse extraordinaire dans les loyers. Les capitaux placés dans le commerce ou à intérêt rapporteraient plus de dix pour cent en moyenne après le payer de taxe. Le capital investi en villes rapporte en loyers dix pour cent sur lesquels il y a, aujourd'hui à déduire pour les assurances, dix quatre à cinq pour cent de taxes de toute sorte. Si l'on ajoute ce capital de quatre ou cinq cents de taxes en sus, il est clair qu'on compte l'équilibre devra être rétabli par augmentation proportionnelle dans les loyers, et que l'augmentation de taxes retombera en dernier lieu sur les locataires.

Dans de telles conditions des propriétés, les sorties nouvelles ne pourraient pas être faites contre les propriétaires qui résident à l'étranger. Un orateur a demandé tout récemment qu'on forçât, par des taxes très fortes, les non résidents à vendre leurs propriétés. Ce qui nous étonne dans une proposition aussi peu réfléchie a été accueillie par des applaudissements de la Bourse par des rires.

Heureusement, c'est autrement que nous voulons le plus au manque de capitaux, nous invitons les capitaux étrangers à venir augmenter la somme des nôtres, que nous proposé une mesure qui répugnerait à tout esprit de droit sous une quantité considérable de capitaux. Supposons que la valeur des propriétés possédées par des résidents s'élève à vingt-cinq millions de dollars, et que ces propriétés, par suite de mesures révolutionnaires, soient vendues seulement avec une dépréciation de cinq pour cent. Quel sera le résultat de l'opération? Ces propriétés passeront entre les mains d'hommes du pays qui devront acheter le commerce ou de l'industrie ces vingt millions que les vendeurs étrangers feront infailliblement rayonner du pays aussi pour capitalier.

On voit de suite que notre capital total n'aurait diminué de vingt millions. Comment pourrait-on concevoir millions? Croit-on que les nouveaux acquéreurs seraient des libéraux? Mais est-ce que les affaires ne dépendent pas tout autant que le sentiment et non par la voie de l'intérêt? Le loyer des immeubles sera la même règle que suit le loyer de l'argent, et cette règle c'est la relation qui existe entre l'offre et la demande. Pourquoi paie-t-on deux et demi pour cent par année pour l'intérêt de l'argent en ce moment, sinon en vertu de cette loi?

La saine raison commande de partager équitablement les charges de l'impôt entre les différentes espèces de propriété et entre les différentes branches de commerce et d'industrie. Qu'il y ait des réformes à introduire pour arriver à cette répartition, nous ne le nions pas, mais de là à une révolution qui transporterait toutes les charges sur une seule espèce de propriété, il y a un abîme et il serait insensé de le franchir.

Nous avons depuis longtemps demandé une mesure qui, tout en diminuant les charges sur la navigation, soit compensée par des revenus de la ville, cette mesure c'est la ferme des quais, à des taux suffisamment modérés pour avantager la navigation.

Actuellement, la navigation est obligée par des exactions ou des droits exagérés, qui, cependant, le revenu que la ville tire des quais ne suffit pas à couvrir les dépenses d'entretien. Tout en admettant la nécessité d'une réforme, nous croyons qu'on ne peut trancher la question d'un trait de plume en déshéritant la suppression des revenus, sans pourvoir aux moyens de faire face aux dépenses. Il en est de même pour les licences. Dans l'état actuel des finances de la ville, on ne peut songer à supprimer cette branche de revenus.

Mais les efforts des citoyens peuvent s'appliquer plus utilement à diminuer les charges dont les produits agricoles sont grevés par des industries particulières. Ici il ne s'agit plus de réforme dans la législation, et la seule loi applicable est celle de la concurrence.

Le rapport du comité sur l'organisation d'un service de chalands en fer d'ici à St. Louis ou Cairo, a toute notre approbation, car il est fondé sur des faits et des déductions plausibles. Rien de plus légitime et de plus utile que d'amener une diminution dans le fret par l'organisation de services de transport à bon marché. C'est là de la bonne et loyale concurrence, justifiée par de nouveaux besoins.

C'est ainsi qu'il faut procéder pour diminuer les frais de camionnage, de compression du coton, d'emmagasinage, de commission, de chargement, de remorquage et de pilotage. Que chacune de ces charges spéciales soit l'objet d'un examen sérieux de la part d'hommes compétents et on arrivera à la solution désirée. Si on n'obtient pas des industries déjà existantes une diminution raisonnable, il est facile de monter des concurrences qui amèneront infailliblement la baisse des prix.

Que les hommes d'affaires se mettent à l'œuvre et nous encouragerons et appuierons tout mouvement qui nous semblera pratique, mais qu'on nous fasse grâce des exagérations et des théories qui sont en contradiction flagrante avec les lois de l'économie politique.

—M. Forrester Dolhonde, l'un des membres de l'importante maison de commission Cobb, Dolhonde & Cie., doit partir dans quelques jours pour aller diriger à Saint Louis une succursale de la maison de la Nouvelle-Orléans. Les relations déjà étendues que MM. Cobb, Dolhonde & Cie. se sont créées dans l'Ouest, s'accroîtront rapidement par la création de la nouvelle maison, car l'expérience, la vérité et le tact commercial de M. Forrester Dolhonde trouveront un vaste champ pour s'exercer dans la métropole de l'Ouest. M. Dolhonde représentera dignement l'élément louisianais dans le Missouri, et nous vœux pour sa réussite l'accompagnent dans son entreprise.

Voulez-vous être garanti contre l'humidité? Allez 65, rue Ste-Anne, et demander des sonliers marouquin à l'huile.

ARTICLES DE PARIS.—Ces articles seront toujours les plus estimés et par conséquent les plus recherchés partout, car partout ils jouissent de la même réputation. MM. Lion et Pinard, rue du Canal 151 et 153, en ont reçu un grand stock stock par les derniers arrivages d'Europe.

POUR VERMILLIONVILLE.—Nous sommes priés d'annoncer aux expéditeurs de fret pour la bayou Vermillion que le steamer *Flora*, capitaine Jesse Collens, Martin Pâco, commis, partira tous les jeudis de Bradenard City pour le dit Bayou et que les connaissements de la Nouvelle-Orléans sont signés au débarcadère. Le bateau à vapeur *Flora* est classé No 1 à l'assurance et est commandé de manière à inspirer toute confiance. Pour plus amples renseignements s'adresser à Thos. A. Stephens, agent général du fret du chemin de fer de la Louisiane et du Texas, de Morgan.

Voulez-vous des Bottes-Impératrice, moscovite, Hortensia, Marie-Antoinette et Concorde? Allez au No 65, rue Ste-Anne.

L'ECHELLE DESCENDANTE.

Sous ce titre: le *Résultat moral des révolutions*, le *Messager de Paris* prouve que les révolutions ne font rien plus de mal encore au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Nous détachons l'extrait suivant de son article:

"Un point que les événements ont entouré d'une lumière irrésistible, c'est l'influence néfaste que les révolutions ont exercée sur l'état moral du pays et particulièrement sur la création des hommes politiques.

Que l'on compare les hommes de 1830 à ceux de la Restauration, les hommes de 1848 à ceux de 1830, les hommes du 4 septembre à ceux de 1848. N'y a-t-il pas là comme une déviation fatale, et nos récentes mésaventures ne forment-elles pas comme autant d'étapes vers la décadence?

Le 4 septembre n'a mis en relief qu'un seul homme, M. Gambetta, un représentant de la Bohème politique, qualifié un jour par M. Thiers de "fou furieux," et par l'*Ordre* de "Français indigne de la démence," de quelque manière qu'on le juge, dominera sûrement au dessous de la tâche dont il avait accepté la responsabilité et qu'a brisée par la grandeur effroyable des événements.

M. Thiers est parmi nous le survivant de deux ou trois générations d'hommes politiques: c'est là ce qui constitue sa grande supériorité. L'illustre président n'a qu'à regarder autour de lui, à rapprocher par la pensée ce qu'il a vu et ce qu'il voit, pour témoigner de nos abaissements successifs, marqués par nos révolutions comme par une série hasardeuse de sorties.

L'opposition elle-même, sous la Restauration, quand elle était personnifiée par les Châteaubriand, les Royer-Collard, les Foy, les Benjamin Constant, est ce qu'elle n'a vraiment pas éclat et une dignité qu'elle n'a jamais retrouvé depuis.

C'était là pour le pouvoir de nobles adversaires. Sous Louis-Philippe, l'opposition de gauche avait M. Thiers qui ne lui donnait que trop de gages, comptait encore les Odilon-Barrot, les Ledru-Rollin, les Marrast, les Garnier-Pagès, les Carnot, etc. Sous la République de 1848 on a eu Cavaignac, Lamartine, Ledru-Rollin, les Barbès, les Félix Pyat. La chute est profonde, infinitésimale.

Il n'y a pas de contestation possible: depuis 1815 jusqu'en 1870, homme de pouvoir et représentant de l'opposition ont suivi l'échelle descendante, et Dieu sait où nous nous arrêterons sur cette pente désastreuse.

Voilà ce qu'il faut inscrire au passif des révolutions. Elles ne se bornent pas à désorganiser une société, à l'émietter, à la frustrer; elles ne se bornent pas à soulever dans les fonds sociaux toutes les passions mauvaises, tous les instincts pervers; elles diminuent les hommes et elles étouffent les capacités politiques. La génération des hommes d'Etat est remplacée par celle des aventuriers. Qu'est-ce que sera demain l'héritage d'aujourd'hui de 1830. C'est ce que nous a donné 1870! des diminutifs de 1848. Nous ne parlons pas de la révolution avortée du 18 mars.

On frémit à la pensée des naufrages futurs si une nous prompt tient les révolutions nouvelles, si nous ne savons pas finir avec les bouleversements insensés qui épuisent notre tempérament national et qui font de nous un peuple où rien ne sait plus ni commander ni obéir, où ne règne plus que l'impertinence en haut, et l'indiscipline en bas.

Messager de Paris a raison: il est temps de s'arrêter sur cette pente fatale, sous peine d'étouffer jusqu'à la racine ce qui peut rester en nous du génie national.

Evans.

Voulez-vous, messieurs, être bien chaussés et être à l'aise? Allez chercher une paire de Congress parisiens en cheveau, au No 65, rue Ste-Anne.

LE CONSEIL D'ENQUETE SUR LES CAPITULATIONS.

Le *Journal officiel* publie ce matin, le document auquel tout l'intérêt était attendu avec impatience par l'opinion publique.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Versailles, le 30 septembre 1871.

Aux termes du décret du 1er mai 1849, de l'article 284 du décret du 13 octobre 1863, et de l'article 209 du code de justice militaire, il y a lieu de constituer un conseil d'enquête, devant lequel devront être renvoyés les officiers généraux ou autres assimilés de capitulations avec l'ennemi pendant la dernière guerre.

L'article 209 du décret précité du 13 octobre 1863 détermine ainsi qu'il suit la composition du conseil d'enquête:

Un maréchal de France, président.

Quatre officiers généraux, dont un de l'artillerie et un du génie, qui, quel que soit le grade de l'officier objet de l'enquête.

Le ministre de la marine, chargé par intérim du département de la guerre, pour les officiers généraux de la marine, chargé par intérim du département de la guerre, pour les officiers généraux de la marine, chargé par intérim du département de la guerre, pour les officiers généraux